



PRÉFET DU BAS-RHIN

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ

du 21 OCT. 2019

mettant en demeure la société VALFF-ENROBES pour sa centrale d'enrobage,
située au lieu dit Oberbruch à 67210 VALFF, de respecter
des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet de la Région Grand Est
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

- VU le Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1990 autorisant la société STRASAL à implanter une centrale fixe d'enrobage à chaud de matériaux routiers au lieu dit « Oberbruch » à VALFF ;
- VU le courrier du 5 mars 2004 de la société VALFF Enrobés déclarant la reprise de l'installation et le transfert de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter à son nom ;
- VU le rapport du 12 septembre 2019 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection du 3 septembre 2019 a mis en évidence les non-conformités suivantes aux prescriptions des articles rappelés entre crochets de l'arrêté préfectoral susvisé :

- L'analyse des eaux pluviales ne permet pas de vérifier l'absence de composés aromatiques hydroxylés ou de leurs dérivés halogénés et le respect des concentrations en azote ammoniacal.[article 38] ;
- Le contrôle des eaux souterraines est réalisée à une fréquence annuelle au lieu de semestrielle [article 39] ;
- L'analyse physico-chimique de la qualité des eaux souterraines est incomplète et ne répond pas au type C4a du Code de la Santé publique [article 39] ;
- Le site ne dispose pas d'une prise d'eau aux raccords normalisés assurant un débit minimum de 60 m³/h pendant 2 heures à moins de 400 m de l'entrée de l'établissement [article 46] ;

- Un plan de prévision des moyens de secours internes à l'établissement et un plan d'intervention, ne sont pas établis [article 47] ;
- Aucune consigne à observer en cas d'incendie n'est affichée [article 48] ;
- Les exercices au cours desquels le personnel apprendra à se servir des moyens de premiers secours et à exécuter les diverses manœuvres nécessaires n'ont pas lieu [article 48] ;
- Les organes de coupure ne sont pas signalés [article 49] ;

CONSIDÉRANT que les dispositions correspondantes des articles 38, 39, 46, 47, 48 et 49 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1990 susvisé ne sont donc pas respectées ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société VALFF ENROBES, dont les installations sont situées au lieu dit Oberbruch, est mise en demeure de respecter, dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles cités de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1990, reprises ci-après en gras :

Article 38 - Qualité de l'effluent: « *L'effluent rejeté devra présenter la qualité suivante :*

- température inférieure à 30°C ;
- pH compris en 5,5 et 8,5 (ou 9,5) ;
- MES inférieure à 30 mg/l ;
- DCO inférieure à 30 mg/l ;
- DBO inférieure à 40 mg/l ;
- rapport DCO/DBO inférieur ou égal à 2,5 ;
- azote Kjeldhal inférieur à 10mg/l ;
- azote ammoniacal inférieur à 15mg/l ;
- hydrocarbures totaux inférieurs à 5 mg/l ;
- absence de composés aromatiques hydroxylés ou de leurs dérivés halogénés.[...].

L'exploitant fera procéder à au moins un contrôle annuel de la qualité des rejets.»

Article 39 - Contrôle des eaux souterraines : « *Un piézomètre de contrôle de la qualité des eaux souterraines sera installé à un emplacement défini en accord avec l'hydrogéologue agréé (Service géologique régional d'Alsace).*

Une analyse physico-chimique complète de type C4a du Code de la Santé publique sera réalisée semestriellement.»

Article 46 – Moyens incendie :

« [...] L'établissement sera pourvu au minimum des moyens de secours contre l'incendie suivants :

- une prise d'eau aux raccords normalisés assurant un débit minimum de 60 m³/h pendant 2 heures à moins de 400 m de l'entrée de l'établissement ; [...] ».

Article 47 : « [...] Un plan de prévision des moyens de secours internes à l'établissement et un plan d'intervention, seront établis en accord avec la Direction des services d'incendie et de secours [...] ».

Article 48 : « Une consigne à observer en cas d'incendie sera établie et affichée d'une manière très apparente dans les différents locaux et dépôts. [...] Des essais et visites périodiques du matériel et des exercices au cours desquels le personnel apprendra à se servir des moyens de premiers secours et à exécuter les diverses manœuvres nécessaires devront avoir lieu au moins tous les 3 mois. Leurs dates et les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu, seront consignées sur un registre spécial. [...] ».

Article 49: « En outre, les dispositions suivantes devront être prises :

- signaler les organes de coupure des différents fluides (électricité, gaz, air comprimé, liquides inflammables,) ;
- [...].»

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 :

Le Sous-Préfet de Sélestat-Erstein, le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VALFF ENROBES par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de VALFF.

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe


Nadia IDRI

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de STRASBOURG (31, avenue de la Paix - BP 51038-67070 Strasbourg Cédex) ou sur le site www.telerecours.fr, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.